Pouvoirs et contre-pouvoirs autour de l'occupation et de la rénovation de la muraille terrestre d'Istanbul

Franck Dorso

▶ **To cite this version:**

Franck Dorso. Pouvoirs et contre-pouvoirs autour de l'occupation et de la rénovation de la muraille terrestre d'Istanbul. Travaux & documents, 2006, 24, pp.37-46. halshs-00098251

HAL Id: halshs-00098251
https://shs.hal.science/halshs-00098251

Submitted on 23 Oct 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pouvoirs et contre-pouvoirs autour de l'occupation et de la rénovation de la muraille terrestre d'Istanbul

Franck Dorso

RÉSO - UNIVERSITÉ RENNES II
ESO - UMR 6590 CNRS

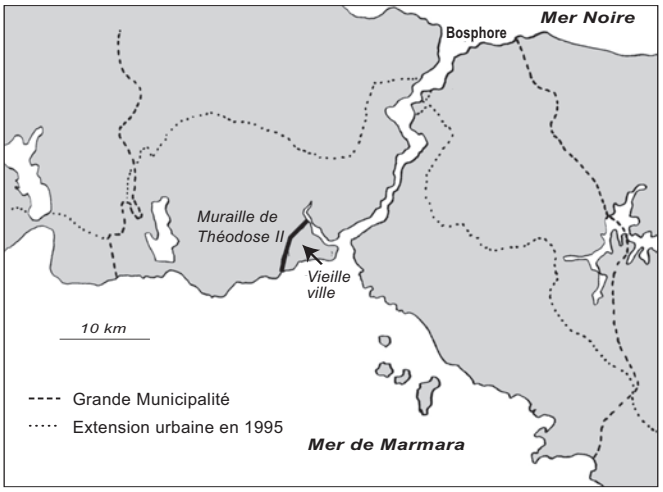
Cette recherche est innervée par deux thèmes principaux, le pouvoir et le statut de l'espace, et porte sur les interactions entre opérations de requalification urbaine et formes d'occupations illégales de l'espace à Istanbul1[1] Dans le cadre d'une recherche doctorale en sociologie urbaine, à l'Université Marc Bloch de Strasbourg 2, sous la direction de Maurice Blanc.

Ces rencontres semblent fréquentes aujourd'hui, dans un contexte de concurrences inter-urbaines (Carrière, 2002) qui amènent les villes à exploiter les espaces disponibles des agglomérations, avec des objectifs précis en terme d'usages souhaités de l'espace urbain. Ce sujet renvoie à la question plus globale de l'implication des citadins dans la fabrique de la ville. Nous présentons d'abord la situation de terrain, autour des conflits de territorialisation qui affectent la muraille terrestre d'Istanbul, entre les opérations de dégagement et de rénovation, et les re-colonisations sauvages. Ce bref historique nous amène à poser la question de l'influence des occupants sur l'opération urbaine engagée, et à envisager, dans les parties suivantes, trois hypothèses de réponses : la césure entre pratiques, représentations et intérêts des acteurs ; les conflits territoriaux autour de l'espace physique de la muraille, qui peuvent renvoyer à des tensions d'un autre ordre ; et enfin le rôle du désordre dans le processus de métropolisation.

La situation sur la muraille terrestre d'Istanbul…

Bâti au Ve siècle par l'empereur byzantin Théodose II, l'édifice faisait alors le tour de la péninsule historique sur environ 25 kilomètres. Les parties maritimes n'existent plus aujourd'hui qu'à l'état de traces, alors que la partie terrestre conserve encore une fonction structurante de par sa monumentalité (Dorso, 2003). Chahuté par les séismes et les occupations humaines, l'édifice impose encore, sur presque toute la longueur de ses sept kilomètres, ses trois rangées de murs, dont les deux principaux culminent à huit mètres de hauteur.

1- Dans le cadre d'une recherche doctorale en sociologie urbaine, à l'Université Marc Bloch de Strasbourg 2, sous la direction de Maurice Blanc.

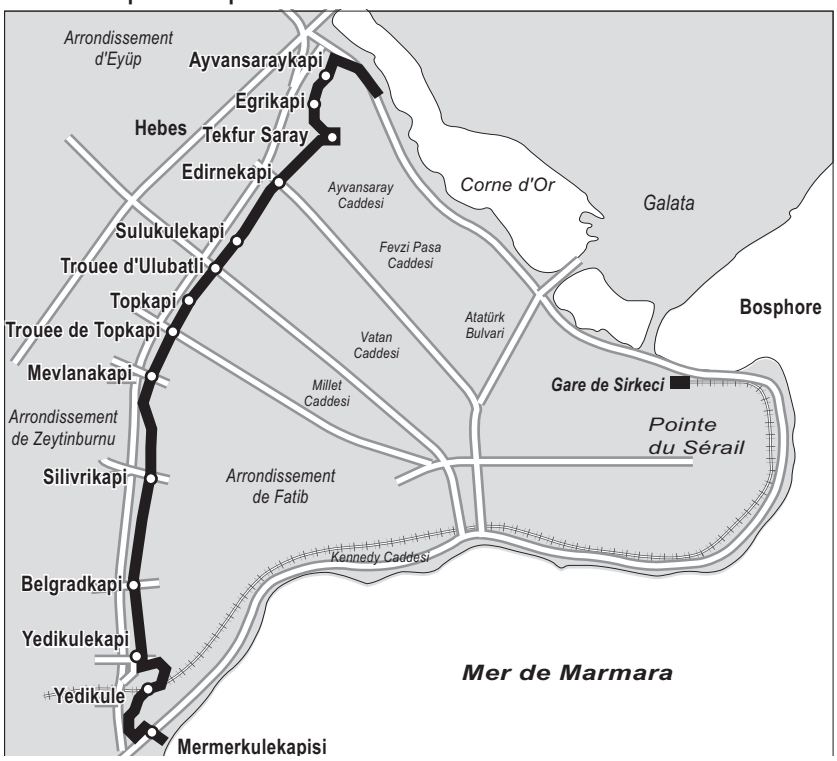


L'apparition des canons navals au XIXe siècle limite peu à peu l'usage militaire des murailles, alors que démarre le mouvement ininterrompu d'extension de l'aire urbaine stambouliote. Après 1950, la muraille ne fait plus frontière. L'édifice accueillait déjà différents types d'usages : maraîchages, tanneries, ateliers d'artisans, campements roms, quartiers de roms sédentarisés organisant une prostitution familiale. L'occupation s'accentue avec l'urbanisation, le flux régulier de migrants, et les crises sociales et économiques qui secouent le pays au vingtième siècle.

On voit ainsi se développer l'habitat, dans les niches et casemates, bidonvilles (*gecekondu*), ainsi que les activités économiques : nouveaux jardins, vente de terre, commerce de rue, vente d'alcool, élevage (toute l'année, et à l'approche des fêtes religieuses), récupération de métal, bois, carton, et leurs zones de stockage. Des pratiques sociales réprouvées trouvent aussi leur place : prostitution, consommation d'alcool et de stupéfiants, sexualité hors du cadre domestique. Enfin, la muraille accueille de nombreux usages quotidiens : trajets, raccourcis, pauses de midi et repas, siestes, repos, déambulations, et dépotoirs à ciel ouvert (dans les parties invisibles entre les hauts murs).

Ces occupations sont de natures différentes, parfois concurrentes, mais elles ont en commun d'être aujourd'hui, pour le pouvoir et la norme dominante, indésirables sur la muraille. Il faut ajouter à cette description les

Quelques repères sur la muraille de Théodose II



La muraille vue d'Edirnekapı ©FD

abords de la muraille : maille urbaine serrée côté ville historique, habitée en majorité par des classes populaires ; vaste zone verte *non-aedificandi* côté ouest vers l'extérieur, avec de nombreux cimetières turcs, arméniens ou grecs.

En 1985, la ville est inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco, au titre de quatre zones ou sites, dont la muraille. La Turquie s'ouvre depuis quelques années au tourisme, et cette inscription représente une opportunité intéressante. Des opérations de dégagement commencent alors. Les tanneries sont déplacées, les bidonvilles peu à peu rasés et les occupants délogés – hormis les jardiniers, qui bénéficient, pour une grande part, d'un ancien décret ottoman. Ces expulsions peuvent donner lieu à des affrontements, qui nécessitent l'appui de l'armée.

Chaque zone dégagée est confiée à une entreprise de travaux publics qui remonte les parties endommagées du bâti. Ces opérations ne sont pas organisées par un plan général, elles ont lieu point par point, sur de petits segments. Les entreprises choisies après appel d'offre ne font pas de la restauration au sens archéologique du terme. De nombreuses critiques et des scandales ont ainsi éclaté, soit sur l'obtention douteuse des marchés par des entreprises supposées proches de la municipalité, soit sur la rénovation à la va-vite, voire la "disneylandisation", des murailles.

Mais, surtout, les dégagements n'ont pas arrêté les occupations. Celles-ci reprennent les zones perdues dès la fin des travaux, modifiant leurs modes d'occupation et d'installation. Certes, une partie des dégagés s'installe ailleurs, mais de nouveaux migrants ou chômeurs, par exemple, viennent y trouver refuge. Au final, le nombre d'occupants durables baisse peu à peu, alors que celui des occupations éphémères semble stable.

À la fin de l'année 2003, l'Unesco est intervenue pour menacer de modifier l'inscription de la muraille en la plaçant sur la liste des chefs-d'œuvre en péril. Les griefs portaient autant sur le manque de projet d'ensemble que sur les rénovations entreprises sans expertise, ou encore les dégradations commises par les occupants. Cette menace a eu un premier effet inattendu : la cristallisation d'une mobilisation internationale regroupant des universitaires turcs et étrangers et des ONG, elles aussi turques et internationales. Ces derniers s'organisent peu à peu autour d'actions et de rencontres qui plaident à la fois pour le sauvetage d'un site menacé (s'opposant alors à la municipalité) et pour une

meilleure prise en compte de la muraille dans les plans d'urbanisme (tentant de porter à ce niveau une expertise propre, en parallèle à celle de l'Unesco). La municipalité, maître d'ouvrage, a quant à elle réagi en produisant un plan de sauvegarde de la péninsule historique au 1/5000e, qui a adouci l'Unesco mais laissé perplexe les "mobilisés".

… et l'influence *a priori* surprenante des occupants

Toute cette agitation n'a pourtant pas modifié le jeu du chat et de la souris qui caractérise les occupations clandestines de la muraille – alors que ces occupations apparaissent de plus en plus comme le problème commun pour les acteurs impliqués, et comme un problème connu pour les Stambouliotes. Il est également étonnant de constater que le pouvoir aurait largement la possibilité d'éradiquer toute présence de la muraille, comme en témoignent les interventions de l'armée, par exemple au niveau de la porte de Tokap*ı* en 1997 et en 2001. La question est alors la suivante : comment, en dépit d'un rapport de force très inégal, les formes d'occupations parviennent-elles à influencer à ce point l'opération de requalification du site ?

Quelles sont les forces en présence ? Bien que certains acteurs puissent porter plusieurs chapeaux, et que les divisions en catégories d'acteurs renvoient à des découpages portant une part d'arbitraire, on peut poser quelques jalons, en évoquant cinq groupes.

Un premier groupe est formé parce que l'on peut appeler la sphère décisionnelle locale : pouvoir municipaux et échelons déconcentrés du pouvoir national, notamment le ministère de la Culture et du Tourisme, ainsi que la Chambre des architectes, qui a un rôle consultatif. Un deuxième groupe est composé d'acteurs internationaux : l'Unesco, et le groupe récent des "mobilisés". Le troisième groupe est constitué par les occupants de la muraille, groupe fortement hétérogène, et dont certains font aussi partie du quatrième groupe, dans des temporalités différentes. Ce quatrième groupe réunit les riverains, habitants des quartiers jouxtant la muraille. Enfin, un cinquième groupe, que l'on pourrait appeler les entrepreneurs, se divise en deux sous-groupes : les entreprises qui rénovent l'édifice ; et les promoteurs, qui élaborent des projets dans les zones proches (tourisme, logement de standing) en fonction de la rénovation de la muraille.

Les occupants durables sont en partie assimilables aux habitants des nombreux quartiers informels de la périphérie : ils disposent de répertoires d'action collective, comme les filières de migration des ruraux de la région de Kastamonou, au nord d'Ankara, qui forment le gros du bataillon des jardiniers. Mais ce n'est pas le cas le plus fréquent. On constate sur la muraille des présences de plus en plus atomisées, à la fois dans l'habitat, et dans les usages éphémères, comme ces chômeurs isolés qui veulent retourner dans leur village d'origine, ces vendeurs d'alcool à la sauvette qui tentent tout pour quelques livres, ou encore ces « sniffeurs » de colle solitaires, dans les parties les plus désertes de la muraille.

Nous explorons trois réponses possibles à la question de l'influence inattendue des occupants sur la requalification du site. La première repose sur l'hypothèse d'une disjonction entre les groupes qui faciliterait le jeu des réoccupations. La seconde part de l'idée que les conflits territoriaux autour de la muraille renvoient à de tensions d'un autre ordre – la muraille n'étant finalement qu'un tiers, un objet de substitution. La dernière s'appuie sur la tension ordre-désordre pour interroger la fonction de « soupape » des usages de la muraille, dans un contexte de tensions sociales et économiques, puis les motivations divergentes des différents acteurs pour changer ou maintenir les équilibres tacites de la situation.

PREMIÈRE PISTE : LA DISJONCTION

Les groupes en présence disposent de ressources, de capitaux économiques, sociaux, et culturels très différents. En aval, les représentations et les usages de la muraille sont eux aussi très différenciés. Pour les « décisionnels », il s'agit d'un outil pour l'industrie touristique, un de ces nombreux « héritages urbains » de la péninsule historique – le terme de patrimoine n'existe pas en turc, on utilise le mot *miras*, qui signifie héritage. Pour les « occupants », il s'agit d'un lieu de vie ou de survie, parmi d'autres lieux potentiels de l'aire urbaine.

L'hypothèse de départ pose que l'absence de négociation explicite ne permet pas au pouvoir de connaître et de maîtriser ces occupations illégales ou spontanées. Sans contact, sans négociation, les formes de rencontres qui peuvent survenir (lors de l'ouverture ou de la fermeture d'un chantier par exemple) sont forte-

ment marquées par l'imprévu. Les répertoires d'action des occupants échappent ainsi en partie à la maîtrise du pouvoir. Cette hypothèse a été partiellement confirmée et partiellement infirmée par les résultats de terrain

D'un côté, il y a bien une césure entre la sphère décisionnelle et les occupants. Globalement, il n'existe aucun dispositif de participation, nous sommes ici dans le cadre d'un urbanisme autoritaire. Les rapports les plus visibles qui peuvent s'établir suite aux rencontres entre les groupes sont ceux de rapports de force physique (expulsions, intervention des forces de police ou de l'armée). La présence des jardiniers est elle-même menacée par le nouveau plan de sauvegarde. L'expulsion d'une partie d'entre eux est déjà programmée, sans que ces derniers aient été consultés ou associés à la décision.

Cependant, des passerelles existent, qui plaident pour une césure relative – essentiellement officielle et institutionnelle. Comme on l'a évoqué plus haut, les présences anciennes des jardiniers et des roms attestent de négociations informelles et de tolérances dont les ramifications s'étendent du terrain jusqu'aux bureaux de la grande municipalité. La figure du *muhtar*, le maire du *mahalle*, petite subdivision de l'arrondissement identifiable au quartier, est un tampon et un intermédiaire entre plusieurs groupes : les pouvoirs municipaux d'arrondissement et du grand Istanbul (IBB), les riverains, les occupants… Ce « passeur » règle des conflits locaux, fait remonter la parole des habitants, traduit localement les décisions réglementaires.

L'analyse des représentations tempère également l'hypothèse d'une stricte disjonction, et montre une recomposition inattendue des images mentales de la muraille. La vision linéaire et totalisante du site est celle de l'Unesco, du chercheur qui arrive sur le site, et aussi des « mobilisés » turcs ou étrangers. S'y oppose une vision ponctuelle, révélée par les enquêtes sur les images et pratiques quotidiennes des occupants (durables ou temporaires). On trouve le même schéma chez les riverains. Pour ces groupes, la muraille n'est qu'un élément dans une sphère ou un réseau, celui des usages quotidiens, des déplacements entre les lieux de travail, de logement et de sociabilité. Mais surtout, cette vision ponctuelle est aussi d'une certaine manière celle de la municipalité. Les rénovations sont décidées « *parça parça* », partie par partie, sans vision d'ensemble du site. Elles peuvent répondre à des impératifs de sécurité : plusieurs accidents, dont certains mortels, ont eu lieu après les séismes, qui fragilisent voire abattent des parties du rempart. Les rénovations peuvent également être liées à tel ou tel quartier, la décision relevant d'un registre politique. Au final, on n'observe pas de grand écart entre les représentations de la muraille chez les occupants et au niveau de la municipalité.

Il existe donc des ponts et des passeurs, mais ces relais fonctionnent surtout sur des pratiques anciennes, validées par l'épaisseur historique. Les nouveautés, qu'elles proviennent du renouvellement des modes d'occupation (avec un mouvement tournant plus rapide, des marquages plus éphémères de l'espace, ou l'arrivée de populations plus atomisées, comme les chômeurs), ou qu'elles soient issues des injonctions venant de l'extérieur (menaces de l'Unesco, nouveaux plans de sauvegarde) induisent des relations plus nettement marquées par l'imposition et le rapport de force brut : affrontements, planification des occupations sans concertation. Les nouveaux occupants ne semblent pas vouloir non plus faire de pas, de leur côté.

Au final, on observe, au mieux, un laisser-faire, mais en aucun cas un accès aux sphères décisionnelles, ni aux processus de légitimation qui permettraient une prise en compte progressive des occupants. On n'a pas non plus de mobilisation dans ce sens, soit que les occupants ne disposent pas des ressources, capitaux ou répertoires d'action suffisants, soit qu'ils ne le désirent pas – aspect sur lequel nous revenons dans la dernière partie.

SECONDE PISTE : LA SUBSTITUTION

La capacité d'influence des occupants pourrait s'expliquer par un autre schéma : la muraille (et son occupation ou son appropriation) n'est pas l'enjeu véritable de la confrontation, elle n'est qu'un tiers, ou un objet de substitution, sur lequel se projettent des tensions d'un autre ordre. Cet axe de réflexion s'organise autour de deux figures analytiques : le tiers et le refoulé.

La muraille, espace tiers

Dans des situations d'interactions sociales caractérisées par le blocage ou le seul rapport de force, la résolution des tensions peut se réaliser à travers la figure du

tiers (Blanc, 1992). Il peut être un intervenant, qui va apporter un élément nouveau dans la situation. Un exemple est le médiateur dans les conflits du travail : il peut contribuer à des compensations matérielles, ou bien détourner la tension frontale et permettre un retour progressif du dialogue, de l'explicitation des intérêts, des règles, des motivations. Mais la figure du tiers peut également être un objet, sur lequel vont se porter les tensions qui ne peuvent trouver de résolution dans l'état présent de la confrontation. L'actualité française récente en offre un exemple : brûler la voiture du voisin ne signifie pas, en premier lieu, un conflit avec le voisin, mais le saisissement d'un exutoire, l'acte renvoyant à un autre conflit, dans lequel le rapport direct n'est plus possible : intégration professionnelle, contact quotidien avec la police. Les enquêtes menées sur la muraille tendent ainsi à montrer que les conflits liés à son appropriation renvoient, au moins, à deux ordres de tension, différents du seul conflit territorial.

La muraille absorbe une partie de l'exode rural continu qui fait affluer des paysans anatoliens dans les métropoles turques. Les jardiniers viennent pour beaucoup de la région de Kastamonou, au nord d'Ankara, la capitale. Pour ces groupes très pauvres, la muraille est un élément de la mobilité géographique, sociale et professionnelle, une zone de transit et d'apprentissage, avant d'autres lieux et d'autres statuts dans l'aire métropolitaine (quartiers périphériques, salariat…). Les tensions liées à l'occupation du rempart, ravivées aujourd'hui par la phase finale de rénovation qui semble s'annoncer, ne sont pas le fond du problème. Les jardiniers sont d'ailleurs, pour certains, prêts à partir, pourvu qu'on leur accorde des moyens équivalents ailleurs. L'ancien fossé comblé n'est pas l'endroit rêvé, beaucoup se plaignent des gravats et des déchets, des risques d'effondrement, du tarif élevé de la location.

Les chômeurs ou marginaux qui viennent squatter la muraille sont des occupants plus récents. Une crise socio-économique réelle mine les couches populaires, parfois vite oubliée derrière les indicateurs de croissance fièrement arborés par les médias ou la classe politique. Des niches, casemates, cryptes, parties de souterrains sont réoccupées, parfois pour des temps très courts, par ces individus, plus atomisés, plus « illégaux » que les occupants anciens. Certains tentent de recréer des conditions de vie dignes, mais se heurtent de plus en plus – et c'est un fait qui s'est accentué depuis cinq ans – à une reconquête de portions de la muraille par les habitants des quartiers riverains. Pour les chômeurs comme pour les jardiniers, le conflit s'objective dans l'occupation de la muraille, mais renvoie à une tension d'ordre économique. Cette tension, sans issue pour le pouvoir comme pour les occupants (comment arrêter l'exode, ou bien accueillir immédiatement tout le monde ? comment supprimer le chômage ? comment résoudre les oppositions entre économie traditionnelle et nouveau capitalisme ?) peut trouver un terrain de friction possible, un objet de substitution, dans les conflits sur la territorialité et sur l'espace.

Le saisissement de la muraille peut aussi renvoyer à une tension politique, comme dans les conflits entre le pouvoir (municipal et national) et les Kurdes. En 2001, une célébration informelle et populaire du nouvel an s'est déroulée en marge des manifestations officielles encadrées. Elle était, comme chaque année, interdite. Elle eut lieu pourtant, au pied des murailles, dans un endroit symboliquement fort : lieu de présence kurde dans la journée à travers un commerce de rue régulièrement expulsé par la police puis qui se réinstalle, la porte de Topkap*ı* voisine aussi avec un important nœud routier, très visible et fréquenté, récemment réaménagé par la municipalité. L'endroit rappelle encore les Émeutes de 1997, lorsque la police et l'armée avaient dû chasser les derniers occupants d'un « grand bazar

Campement rom à Mevlânakap1(©FD)

du pauvre » installé là depuis des décennies, autour de la gare routière – qui se délocalisait, elle, en périphérie. Si la muraille a retrouvé le temps d'une nuit sa fonction défensive et guerrière dans les affrontements, c'était avant tout dans le cadre d'un conflit politique et ethnique.

La question devient alors : pourquoi la muraille ? Une réponse peut être apportée en termes pragmatiques : le dispositif matériel des hauts murs, des souterrains, des espaces inter-muraux totalement invisibles par endroits permettent les faits que l'on vient de décrire. D'ailleurs, d'autres lieux à Istanbul jouent le même rôle, que ce soit en périphérie ou dans les quartiers du centre. Mais la durée et l'instabilité du processus incitent à chercher d'autres pistes : au-delà des usages, les modes de représentation, dans le temps court comme dans le temps long, peuvent apporter des éclairages complémentaires sur l'investissement du site.

La muraille, lieu de refoulement

L'emprunt d'une notion psychanalytique dans le cadre d'une recherche sociologique amène de nombreuses interrogations. Nous laissons ici le débat méthodologique proprement dit, pour présenter les résultats obtenus à partir de la construction d'un scénario explicatif à partir de la notion de refoulement.

À l'origine de ce croisement disciplinaire, il y a des discussions autour de la similitude entre les couples d'oppositions dans la psychanalyse et les oppositions indépassables que l'on trouve chez Simmel, ou les structuralistes. Les résolutions de ces tensions passent par des figures complexes, le dépassement ne prévaut pas toujours, et on observe des solutions plus compliquées : contournement, déviation, régression… On reprend dans cette recherche une idée de base : des pensées ou des événements insupportables ou insurmontables peuvent être refoulées dans l'inconscient, sans pour autant disparaître. La résurgence de ces traumas peut se faire, mais sous une forme détournée, déviée, portant sur un autre objet. Il existe dans le monde social des contextes dans lesquels dominent l'imposition et le seul rapport de force – sans négociation, sans échange, sans explicitation de l'implicite… Des forces ou des dynamiques perdantes, contraintes, ou réprimées, peuvent disparaître pour resurgir ailleurs sous des formes inattendues, ou portant sur des objets différents. Les mécaniques de frustration, de traumatisme et de substitution fonctionnent globalement de la même manière aux deux niveaux, psychique et social, dans ce schéma. L'échelle diffère, en revanche, et on laisse provisoirement de côté un point pourtant central de la théorie psychanalytique, le principe homéostatique du retour à l'équilibre (Reuchlin, 2002).

L'ESPACE DU REFOULÉ : LA MURAILLE HORS DE LA SCÈNE NORMÉE

Une première application de ce schéma sur notre terrain nous a menés à la figure de la muraille « espace du refoulé ». Le contexte socio-économique est fortement producteur de frustrations : les médias et la publicité vantent l'aisance, la modernité et la libération des mœurs, mais les possibilités d'assouvissement de ces désirs nouveaux restent un privilège rare et inaccessible au plus grand nombre. Au contraire, les situations financières et professionnelles se dégradent pour les catégories populaires. Les pratiques réprouvées observées sur la muraille, en particuliers celles liées à la sexualité – solitaire, en couple, dans le cadre de la prostitution rom organisée – à la consommation d'alcool ou de stupéfiants font de la muraille un lieu d'exutoire dans la ville. Les pratiques de mise en scène de soi, de fêtes, voire de défi comme avec le nouvel an kurde, ont aussi un caractère de revanche, de re-surgissement parfois sous des formes différentes de sentiments de brimade, de vexations, ou d'accablement par les problèmes matériels. La muraille accueille alors le rejaillissement des refoulements générés par un contrôle social contraignant, des frustrations inexprimables, des tensions politiques gérées de façon autoritaire.

L'espace refoulé : le problème de l'antériorité spatiale

On peut imaginer une autre configuration de la mécanique du refoulement. À travers la figure de l'« espace refoulé », c'est le rapport des hommes à l'espace matériel qui constitue le traumatisme de base et l'objet du refoulement. Le rejaillissement se présente lui aussi sous une forme spatialisée – puisque le problème visible est le conflit d'appropriation territoriale sur la muraille – mais son origine reste non-dite, et semi-conscientisée.

À l'origine de cette piste, il y a le constat d'un paradoxe dans l'attitude de la municipalité, à l'égard de l'édifice dont elle est propriétaire et maître d'ouvrage de la rénovation. D'un côté, un faible engagement dans la prise en compte du site : pas de plan d'ensemble pendant vingt ans, des rénovations hâtives et fragiles, des interventions ponctuelles, une attitude ambiguë vis-à-vis des occupants, entre laisser-faire total et déguerpissements musclés… De l'autre, un sur-investissement un jour par an, pour célébrer la prise de Constantinople par le Sultan Mehmet le Conquérant, le 29 mai 1453. Chaque année depuis 1953 une reconstitution grandeur nature autour d'une porte rénovée de la muraille rassemble janissaires en costume d'époque, canons et fumigènes, musique, public et télévision, tribune officielle où rivalisent partis religieux et nationalistes, défilés militaires et scolaires. Cette matinée tendue célèbre la patrie et l'héroïsme exemplaire des conquérants. Pourquoi un tel décalage entre les deux attitudes ?

Ce paradoxe peut d'abord être re-situé dans un ensemble de tensions plus globales qui parcourent la société turque aujourd'hui : tradition et modernité, islam et laïcité, économie rurale et économie de marché, ouverture à l'est centre-asiatique et intégration européenne, question des minorités ethniques, crise économique… Ces oppositions sont pour certaines anciennes, mais dans les contextes de plus grande tension, comme aujourd'hui, la résolution passe souvent par le nationalisme, la crispation patriotique. La figure patriarcale d'Atatürk et la doctrine kémaliste restent des références indépassables en matière de discours officiels, tandis que le parti nationaliste d'extrême droite des « loups gris », le MHP (Milli Halk Partisi), se renforce.

Quand les tensions sociales s'expriment sous la forme de conflits identitaires, que faire des signes non-turcs ou non-musulmans dans l'espace vécu – en particulier à Istanbul, où ceux-ci abondent ? Les premiers sultans ont dû affronter ce problème, avec la double contrainte de « turquifier » l'espace urbain pour symboliser leur pouvoir, et de retenir la présence grecque pour ne pas vider et ruiner la ville. Les grands chantiers des palais et mosquées, les règles de hauteur relative des monuments turcs et non-turcs (les premiers plus hauts que les seconds), la cohabitation de deux architectures d'habitat et la préservation relative d'une partie des édifices grecs permirent à ces conquérants de devenir Sutlan des Roums, ou de Roumélie. Plus près de nous, le discours des pouvoirs municipaux et nationaux dans les années 1970 restait problématique et beaucoup plus crispé sur le plan identitaire : les édifices non-turcs n'étaient pas dignes d'intérêt, ce n'était pas « notre » culture, et il n'y avait pas d'opérations de préservation. Tout récemment encore, une nouvelle tentative pour refaire de Sainte Sophie une mosquée a échoué. La problématique de fond semble être celle de l'antériorité spatiale, de la légitimité de la présence sur le sol d'Istanbul. Dans un contexte de tensions identitaires plus fortes, la monumentalité imposée de certains édifices non-turcs amène soit un déni (le désintérêt pour la rénovation) soit un forçage (la reconstitution de la conquête).

La commémoration tous les ans sur un mode guerrier de la conquête exprime bien ce malaise : la ville n'est jamais tout à fait prise, puisque tous les ans elle est à nouveau à prendre, symboliquement (la célébration pourrait porter sur des faits très différents : la mixité de la Roumélie, l'identité « stambouliote » sur laquelle s'enthousiasment certains intellectuels). Mais non, c'est la guerre et la prise, chaque année. L'attitude ambivalente du maître d'ouvrage pourrait alors s'expliquer par le refoulement du problème de l'antériorité, qui rejaillit pourtant, à travers la monumentalité physique, imposant un retour constant du refoulé, et une gestion instable du site.

Pour lier cette analyse à notre questionnement général, on voit que les formes d'occupations illégales ne disposent pas de ressources ou de capitaux surprenants – qu'une première analyse des rapports de force n'aurait pas vus. Les occupants apparaissent comme largement dominés dans le processus officiel de requalification du site : pas d'accès à la sphère décisionnelle, faibles ressources dans les luttes symboliques autour de l'occupation du site, modifications de leur cadre de vie ou d'activité subies et non choisies. Ils parviennent toutefois à influencer l'opération urbaine en profitant d'une faille du pouvoir qui produit une forme de « déprise » du site, dans laquelle les appropriations sauvages deviennent possibles.

Cette exploitation de la faille n'est pas majoritairement conscientisée : la plupart des occupants viennent là simplement parce que les conditions matérielles et sociales le permettent. Il existe bien d'autres lieux de ce type dans l'aire urbaine. Pourtant, on s'en doute, le pro-

blème de l'antériorité n'est pas non plus strictement cantonné aux représentants de la municipalité. Ainsi de ce commerçant kurde de Topkap1, qui vante les talents de constructeurs des Byzantins par rapport à ces incapables d'Ottomans, en désignant d'un œil narquois le portail d'origine qui abrite son étal. La charge symbolique de l'édifice semble toujours renvoyer au même problème originel, mais à travers des saisissements, resurgissements et exploitations différenciés selon les groupes et les positions.

Troisième piste : la part d'ombre

Nous présentons ici la troisième piste de réflexion. Le travail de terrain est en cours à ce stade, aussi nous bornerons-nous à présenter les grandes lignes de cette hypothèse.

Ordre et désordre social

On peut chercher une autre explication de l'influence des occupants en élargissant le point de vue pour saisir le contexte socio-économique, ainsi que le processus d'urbanisation plus global de l'aire urbaine. 1950 et 1970 marquent deux balises dans l'expansion urbaine d'Istanbul : des moments d'explosion, d'accélération du peuplement et de l'étalement. Cette expansion paraît peu maîtrisée : vastes quartiers informels, nombreux scandales liés aux mafias immobilières, procédures opaques de planification urbaine (Pérouse, 1998). Elle se caractérise également par la collision de plusieurs manières de vivre la ville : traditions rurales des migrants nouvellement arrivés, développement des espaces publics (Fleury, 2004), contrôle social dans la rue et partage entre les sphères publique et privée, publicité et processus de marchandisation des espaces centraux, influence de l'industrie touristique dans la configuration et les usages de la ville… Par ailleurs, le contexte de mutations économiques que nous avons évoqué plus haut pourrait évoquer l'anomie de Durkheim : brouillage des repères, hausse des espérances, et déceptions fatales lors du retour à l'ordre. Les classes moyennes pouvant fonder quelque espoir sur le modèle économique occidental ne représentent pas un effectif majoritaire dans la société turque : la plupart des habitants d'Istanbul doivent affronter une crise économique apportant chômage, baisse du pouvoir d'achat, difficultés de logement.

L'hypothèse de « l'espace du refoulé » évoquée plus haut explique la prégnance des occupations par l'exutoire des frustrations générées par les tensions sociales, économiques, et morales. Ces pratiques réprouvées sont assimilées à du danger, du désordre, dans des contextes de crise où les espoirs peuvent se loger dans des fantasmes de mises en ordre. Partant de pratiques finalement assez isolées, le raisonnement est ensuite transféré à l'ensemble du site et de ses occupations.

Ces jugements renvoient en fait à une tension entre ordre et désordre : chaque terme est perçu différemment par l'urbaniste, l'élu, l'occupant de la muraille, le riverain, l'entrepreneur ou encore le « mobilisé ». Par exemple, les jardins dans l'ancien fossé comblé font désordre du point de vue de la mise en scène touristique du site. Leur présence contribue pourtant fortement à structurer et à entretenir l'espace. Pour les jardiniers, ce sont bien au contraire les interventions de la municipalité qui introduisent le désordre dans cet espace organisé. Par ailleurs, les usages réprouvés sur la muraille ne contribuent-ils pas à l'ordre social en permettant à des frustrations de trouver un terrain d'apaisement ?

La muraille soupape des tensions sociales et individuelles

En resituant la tension ordre-désordre à l'échelle du processus d'urbanisation, on peut être tenté de faire des modes d'occupation de la muraille des « soupapes » de la société, confrontée à des tensions fortes ou à l'émergence de nouvelles normes. Ce rôle de soupape opère sur le plan des tensions entre groupes sociaux : les conflits potentiels générés par le chômage, l'exode rural, les luttes politiques ou ethniques, ou les désirs inassouvis trouvent un lieu d'exutoire sur la muraille.

Mais ce rôle pourrait aussi opérer à un niveau plus individuel : l'apprentissage de la ville pour de nombreux migrants est une découverte de la pluralité des rôles au quotidien (au travail, dans la rue, à une terrasse de jardin à thé…) et de l'enchevêtrement des temporalités. Cette découverte ne se fait toujours pas dans la sérénité, dans des groupes encore fortement marqués par la tradition et l'assignation à un rôle unique, ou à des rôles multiples mais définis de façon traditionnelle. Les usages de la muraille peuvent alors être des formes

Zone de jardins vers Belgradkap1(©FD)

d'apprentissage de la citadinité, et d'une nouvelle condition individuelle. L'errance et la misère côtoyant là des processus d'émancipation et de construction.

Zone d'ombre et production des normes

Voit-on sortir de ces tensions et mouvements de nouvelles normes d'usages pour un espace comme la muraille ? Il est possible que la muraille, en plus d'avoir une fonction dans les mobilités résidentielles et professionnelles des occupants, ait un rôle véritable de socialisation au niveau des individus et plus largement dans le processus d'urbanisation global (un sas d'apprentissage de l'urbanité). Il est plus difficile de lui conférer une force de transformation des rapports sociaux plus immédiats.

En effet, pour le pouvoir, la tolérance ambiguë peut exprimer l'idée que ces groupes sont mieux là qu'ailleurs : moins visibles, moins proches de lieux plus valorisés par la norme dominante, leur passage par la muraille est un bon « tampon » de l'exode rural massif qui continue. Mais un changement de stratégie (intervention de l'Unesco et reprise en main du site) peut remettre au premier plan le déguerpissement sec.

Les « internationaux », de leur côté, Unesco et groupe des mobilisés, valoriseront-ils une forme d'authenticité très « orientalisée » des occupations de la muraille, pour faire pression sur les pouvoirs publics ? On peut déjà percevoir dans certains discours que l'enjeu est ailleurs : à travers l'injonction à prendre en compte de nouveaux acteurs dans le processus décisionnel, ce sont des enjeux politiques et stratégiques internes aux mobilisés qui semblent dominer.

Quant aux occupants, grâce aux apprentissages conquis sur la muraille, saisiront-ils d'éventuelles perches dans le cadre du déploiement de l'idéologie participationniste ? Là encore, rien n'est moins sûr, pour des raisons que nous explorons ci-dessous.

L'implicite et l'explicite

Quittons un moment l'hypothèse peut-être un peu fonctionnaliste de la soupape pour revenir aux formes implicites de transactions qui lient le pouvoir municipal et les occupants. Les accords semblent tacites, et nous faisons maintenant l'hypothèse que chacun veut que cela le reste. En effet, maintenir le statu quo sur la muraille permet de maintenir un état de relation qui est connu et maîtrisé par chacune des parties. Bien sûr, les occupants sont dans une situation de domination, mais l'inconnu est un luxe de nanti, qui peut faire reculer des groupes ayant de faibles ressources pour reconstruire de nouveaux réseaux relationnels, de nouvelles situations d'échange et de négociation.

Le passage à l'explicite que nécessite l'application de l'idéologie participationniste proposerait des améliorations dans la situation des occupants, mais ces améliorations seraient en grande partie proposées de l'extérieur, selon des modalités de discussion et des référentiels de connaissance et d'action que les occupants ne maîtrisent pas aujourd'hui. Tout cela repré-

sente des obstacles dans la construction d'une nouvelle stratégie.

Pour la municipalité, la participation peut permettre de se décharger d'un problème épineux : abandonner cette encombrante muraille et ses non moins encombrants occupants à quelque commission qui finira par gérer le problème. Mais l'édifice s'inscrit aussi dans de forts enjeux symboliques, de réécriture de l'histoire (Pérouse, 2003), et de marquage de l'espace urbain. De plus, le pouvoir municipal est en position de force dans les transactions tacites qui se nouent autour de la muraille, et un changement de situation ne représenterait qu'une perte de pouvoir, qui ne semble pas non plus souhaitée.

Au final, la municipalité comme les occupants semblent avoir plus à perdre qu'à gagner dans un passage à l'explicite, une remise à plat de leurs différents modes de relations (ignorances réciproques, contacts sporadiques, négociations plus durables mais souterraines). Chacun aurait à y perdre une part de son autonomie, de son pouvoir. Cette crainte de la dépossession par des acteurs extérieurs vise surtout l'Unesco, alors que le groupe des mobilisés est encore vu avec curiosité sur le terrain, comme une ressource possible dans les tractations quotidiennes, ou bien, plus récemment, comme une source possible d'information sur les objectifs du camp d'en face.

Dans ce contexte, l'Unesco n'apparaît pas comme un tiers « facilitateur », comme cela aurait pu apparaître au début, mais plutôt comme un élément perturbateur. Si l'on pousse l'étude vers un volet opérationnel, on voit aussi surgir une difficulté, qui commence à apparaître dans le discours des mobilisés : doit-on ne rien faire, ne pas intervenir dans les relations entre les occupants et les acteurs du pouvoir (mairie, mais ici aussi Unesco) – au risque de laisser le champ libre à une aggravation des situations des illégaux : aucun droit à la parole, relégation dans des zones plus dures, destruction de lieux de vie et d'activité économique ? Ou bien doit-on leur imposer une démarche participative de l'extérieur, dans des délais rapides peu propices aux apprentissages et au développement de répertoires d'action propres – mais probablement propices à d'autres processus de dépossession et de disciplinarisation ?

Conclusion

La disjonction, la substitution et le secret (ou l'autonomie) peuvent expliquer comment les formes d'occupation illégales de la muraille influencent de façon décisive la requalification du site. Ces logiques montrent bien que l'on sort du seul cadre des ressources propres à chaque acteur, pour considérer ce qui caractérise leurs modes de relations, ce qui se joue dans l'évolution de ces relations, et leur inscription dans des ensembles plus vastes : tensions sociales, économiques et symboliques, processus d'urbanisation et construction de l'urbanité.

Bibliographie

• Blanc M., 1992, *Pour une sociologie de la transaction sociale,* L'Harmattan, Paris.

• Carrière J.-P., 2002, *Villes et projets urbains en Méditerranée,* MSH Villes et Territoires, Tours, Collection perspectives « Villes et Territoires ».

• Deboulet A., 1997, « L'habitat d'initiative populaire au Caire ou le mythe de l'anarchie urbaine : enjeux d'une compréhension anthropologique », *Lettre de l'Observatoire Urbain d'Istanbul*, n° 10, Istanbul (non paginé, article disponible en ligne : http://www.ifea-istanbul.net/oui/).

• Demazière C. et Dorso, F. 2003, « Deux expériences urbaines aux marges de l'Europe », *Annales de la recherche urbaine*, n° 93, p. 15-21.

• Dorso F., 2003, « La muraille terrestre d'Istanbul », *Les dossiers de l'IFEA,* collection « Patrimoines au présent », n° 1, 39 p.

• Navez-Bouchanine F., 2002, *La fragmentation en question : des villes entre fragmentation spatiale et fragmentation sociale ?* L'Harmattan, Paris.

• Fleury A., 2004, *Les rivages d'Istanbul : des espaces publics à part, au cœur de la mégapole, rapport de recherche,* Observatoire Urbain d'Istanbul, IFEA, Istanbul, 24 p.

• Pérouse J.-F., 1998, « Les marchés fonciers et immobiliers à Istanbul, quelques repères problématiques et méthodologiques », *Lettre de l'Observatoire Urbain d'Istanbul,* n° 14, Istanbul, pp. 8-18.

• Pérouse J.-F., 2003, « La muraille terrestre d'Istanbul ou l'impossible mémoire urbaine », *Rives nord-méditerranéennes,* n° 16, Aix-en-Provence, pp. 27-44.

• Reuchlin M., 2002, *Psychologie*, PUF, Paris.